



**PRÉFET  
DE L'YONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE  
SECOURS DE L'YONNE

Service PRÉVENTION

Rapporteur : Lieutenant 2C Laurent RIPPE  
PV CA n° 12/25/ LR

**COMMISSION CONSULTATIVE**

**DÉPARTEMENTALE DE SÉCURITÉ ET  
D'ACCESSIBILITÉ**

Commission d'arrondissement de SENS

**PROCÈS-VERBAL DE VISITE PÉRIODIQUE  
(ERP du 1<sup>er</sup> groupe)**

Visite du 6 janvier 2025

HOPITAL SAINT JEAN Bâtiment principal

**Références PREVARISC :**

Identifiant unique de l'établissement : 387 - 014

Identifiant unique du dossier : 31168

**Exploitant :**

Monsieur le directeur adjoint : FRANCINA Stanislas

Numéro de téléphone portable : 06 31 01 86 94 06 10 15 75 19

**Coordonnées de l'établissement :**

BOULEVARD MARECHAL FOCH 89100 SENS

Tél. : 03.86.86.18.37

**Dernière visite périodique :**

Date : 17 août 2021

Avis : Favorable

**PÉRIODICITÉ DES VISITES :**

3 mois 6 mois 1an 2 ans 3 ans 5 ans Néant

**Classement :**

Activité principale : Etablissements de santé publics ou privés dispensant des soins de psychiatrie, de suite ou de réadaptation, des soins de longue durée, à des personnes n'ayant pas leur autonomie de vie dont l'état nécessite une surveillance médicale constante

Type principal : U

Catégorie : 4ème

Effectif public : 153 dont 102 hébergés

Effectif personnel : 40

Effectif total : 193

**Textes de référence :**

- Code de la Construction et de l'Habitation (Article R.143-1 à R.143-47)
- Articles GN (dispositions applicables à tous les établissements recevant du public - Livre I du règlement de sécurité)
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public
- Arrêté Préfectoral n° PREF-CAB 2018-0268 du 04 mai 2018 portant approbation du Règlement Départemental de Défense Extérieure contre l'Incendie. (RDDECI)
- Arrêté du 23 mai 1989 modifié relatif aux établissements de type U

**Descriptif de l'établissement :**

Bâtiment R-1+2 en forme de U de construction traditionnelle distant de tous tiers par un espace libre de plus de huit mètres. Deux façades sont accessibles aux engins de lutte contre les incendies.

L'établissement composé comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Les niveaux sont compartimentés à raison de deux compartiments au 2ème étage.

Et trois compartiments pour les autres niveaux.

Un espace de vie se trouve dans le volume des circulations (mêmes dispositions que pour le type J).

Des baies accessibles sont présentes au niveau de toutes les circulations et à tous les étages.

Quatre escaliers permettent l'accès aux étages.

Des issues en nombre et qualité suffisants sont présentes.

Une installation de désenfumage des compartiments est présente. Elle est asservie à la détection.

Un éclairage d'évacuation et d'ambiance par des blocs autonomes est présent.

Le chauffage a été raccordé son le réseau urbain le réseau. Une chaudière gaz située dans une chaufferie au sous-sol de l'établissement accessible depuis celui-ci ou depuis l'extérieur reste en service uniquement en cas de secours.

La chaufferie, les locaux archives au sous-sol, le TGBT au sous-sol et les locaux de rangement présentent des risques particuliers. Ils sont isolés du reste de l'établissement par des murs et planchers adéquats.

Les appareils de cuisson ont une puissance de moins de 20 kw.

Les plats sont réchauffés dans des offices de réchauffage de moins de 20 kW répartis dans l'établissement.

Les moyens de secours sont assurés par :

- Des extincteurs appropriés aux risques,
- un système de sécurité incendie de catégorie A avec un équipement d'alarme de type 1,
- des détecteurs de fumées d'incendie dans tout l'établissement,
- l'affichage de plans de l'établissement et de consignes de sécurité,
- un téléphone urbain.

Il est à noter que 18 lits ont été retirés de l'établissement, en mesure de sécurité pour un risque d'effondrement, dû à la vétusté de la chapelle désacralisée.

### **Effectifs**

	Niveau	Local	Type	Superficie	Mode de calcul	Effectif public	Effectif personnel
St Jean	R+2	Chambres	U	102 lits	1 personne / lit	153	40
	R+1				1 visiteur / 2 lits		
	RDC				1 soignant / 3 lits		
	R-1	Locaux techniques			Non accessibles au public		

### **Liste des documents étudiés / résultats des essais / examen des procès-verbaux antérieurs / levées de prescriptions :**

- Registre de sécurité en date du 06/01/2025
- Portes automatiques : Relevé de vérification des portes automatiques en façade (CO 48) FAIT par OTIS en date du
- Désenfumage naturel : Tous les ans par un technicien compétent (DF 10) fait par ARLI en date du 21/10/2024
- Désenfumage mécanique : Tous les ans par un technicien compétent (DF 10) fait par SIEMENS en date du 09/12/2024
- Désenfumage mécanique : Organisme agréé 3 ans SSI A et B non réalisé en date du
- Chauffage : Relevé de vérification du chauffage-ventilation (CH 58) fait par veritas en date du 29/11/2024
- Traitement air VMC : Tous les ans par un technicien compétent (CH 58) (CH 57) fait par DALKIA en date du 14/10/2024
- Gaz : Relevé de vérification du gaz (GZ 30) (GZ 29) fait par veritas en date du 29/11/2024
- Groupe électrogène : TC/15j / 1/mois (EL18) en interne en date du 11/12/2024
- Électricité : Relevé ou RVRE des installations électriques et/ou des paratonnerres ou protection contre la foudre (EL 19) fait par VERITAS en date du 06/11/2024
- Éclairage : Tous les ans par un technicien compétent (EC 15) fait par VERITAS en date du 06/11/2024
- Ascenseurs Monte-charges : Tous les ans (AS 11) fait par VERITAS en date du 11/01/2024
- Ascenseurs Monte-charges : RVRE quinquennal des ascenseurs (AS 9) fait par VERITAS en date du 12/01/2024
- Système de sécurité Incendie Alarme Détection : Relevé de vérification du SSI ou d'équipement d'alarme, détection, portes, clapets coupe-feu (MS 73) fait par SIEMENS en date du 09/12/2024
- Système de sécurité Incendie Alarme Détection : RVRE triennal du SSI A ou B (MS 73) non réalisée en date du
- Extincteurs : Relevé de vérification des extincteurs (MS 38) fait par ARLI en date du 08/08/2024
- Formation Exercice : Exercice d'évacuation réalisé fait en interne en date du 05/07/2024
- Formation Exercice : Formation des personnels à l'utilisation des moyens de secours fait en interne en date du 05/07/2024
- Gaz médicaux : Relevé de vérification des fluides médicaux (U 64 / J 33) fait en interne en date du 18/02/2024



### **Descriptif de la visite :**

La visite a pour objet le contrôle périodique de l'établissement tel que prévu par l'article R 143-41 du CCH.  
Au cours de la visite, la commission a abordé les points suivants :

- Vérification de la réalisation de l'entretien des installations techniques.
- Essai de l'alarme / éclairage de sécurité / divers.
- Prise en compte des prescriptions antérieures.

### **Résultats des essais / examen des procès-verbaux antérieurs / observations :**

Un volet d'extraction du désenfumage mécanique ne s'ouvre pas au 2ème étage, et par conséquent, n'évacue pas les fumées.

Une porte coupe-feu asservie au SSI ne se ferme pas et ne compartimente pas le 2ème étage.

Le rapport de vérification des portes automatiques n'est pas fourni à la commission de sécurité.

Aucune réaction du personnel lors de la détection incendie.

De nombreux BAES sont hors service, environ 34.

Des plaques sont absentes au plafond dans certains locaux et circulations.

L'alarme s'est bien déclenchée, les issues de secours sont fonctionnelles.

Le nombre de personnel formé aux moyens de secours n'est pas détaillé concernant l'effectif de l'hôpital ST JEAN.

### **Analyse de risque :**

Au vu des éléments fournis à la commission de sécurité et des constatations effectuées lors de la visite, l'établissement présente un niveau de sécurité **insuffisant**.

### **Avis de la commission :**

La Commission d'arrondissement de SENS émet un avis **Défavorable** au maintien à l'ouverture au public de l'établissement.

Au regard de l'avis **Défavorable** reçu, l'exploitant sollicitera le passage de la commission de sécurité, via la mairie, quand les prescriptions seront levées.

### **Proposition(s) de prescription(s), recommandation(s), rappel(s) :**

#### **Prescription(s) liée(s) à l'exploitation :**

1• **Remettre** en état de fonctionnement tous les volets de désenfumage, afin d'extraire un maximum de fumée en cas de détection incendie (art DF 9).

2• **Remettre** en état de fonctionnement, le compartimentage des circulations au moyen des portes coupe-feu asservies au SSI (art U 10)

3• **Remettre** en état les blocs autonomes de sécurité défaillants (art EC 13).

4• **Remettre** en place les dalles de faux-plafond manquantes ou détériorées dans les différents locaux. (art AM 4),

5• **Fournir** un rapport de la vérification des portes automatiques (art CO 48)

6• **Former** le personnel de l'établissement à l'utilisation du SSI, afin d'intervenir efficacement et au plus vite, en cas d'incendie (art U 8).

7• **Indiquer** clairement, sur un dossier annexé au registre de sécurité, tous les noms des personnes formées à l'utilisation des moyens de secours et à l'évacuation horizontale du public sensible dans cet ERP (art MS 48).

Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public -

### **Rappels réglementaires :**

- **N'exécuter** les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou à la modification d'un établissement qu'après autorisation délivrée par le maire qui vérifie leur conformité aux règles prévues à l'article L 122-3. (art. L. 143-1 du code de la construction et de l'habitation).

- **Faire procéder** périodiquement, en cours d'exploitation, par un technicien compétent, aux opérations d'entretien et de vérification des installations et équipements techniques suivants :

- Désenfumage : tous les ans (DF 10) ;
- Chauffage (appareils et conduits de gaz brûlés) : tous les ans (CH 58) ;
- Ventilation : tous les ans (CH 58) ;
- Gaz : tous les ans (GZ 30) ;
- Électricité et éclairage de sécurité : tous les ans (EL 19) ;
- Ascenseurs : tous les 5 ans par une personne ou un organisme agréé (Avant remise en service faisant suite à une transformation importante – Vérifications du respect des dispositions applicables aux ascenseurs) (AS 9) ;
- Appareils de cuisson : tous les ans (GC 22) ;
- Gaz médicaux : tous les ans (U64) ;
- Moyens de secours :
  - Extincteurs et RIA : tous les ans (MS73) ;
  - Détection automatique d'incendie : tous les ans, avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (MS 58),
  - Système de sécurité incendie : tous les ans et tous les 3 ans, par une personne ou un organisme agréé (SSI A et B), avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (SSI A et B) (MS 68) ;
  - Équipement d'alarme : tous les ans, avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (EA type 1) (art. 6 § 1 – IT 248) ; (MS 73) ;

Les vérifications techniques effectuées par une personne ou un organisme agréé doivent faire l'objet d'un rapport de vérifications réglementaires en exploitation (RVRE) conforme aux dispositions de l'article GE 9. Les vérifications techniques effectuées par un technicien compétent doivent faire apparaître sur le registre de sécurité : la date, le nom du vérificateur et l'objet des vérifications effectuées. Un relevé des vérifications effectuées doit être annexé au registre de sécurité.

Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. À cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du Ministre de l'Intérieur et des Ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement (R.143-34).

De plus, la commission demande que soit rappelé à l'exploitant de l'établissement, l'obligation qui lui est faite par les dispositions de l'article R. 143-03 du CCH, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne le dégage pas des responsabilités qui lui incombent personnellement comme indiqué à l'article R. 143-34 du même code.

Le présent procès-verbal sera transmis :

- sous huit jours, au maire de la commune concernée, qui prendra sa décision par arrêté, l'adressera réglementairement au représentant de l'État dans l'arrondissement concerné, afin de le soumettre au contrôle de la légalité prévue par les articles L. 2131-1 et L.2131-2 du CGCT ;
- au secrétariat de la sous-commission départementale de sécurité ERP/IGH, chargé de la mise à jour des établissements recevant du public.

Il sera joint au dossier de l'établissement.

Fait à Sens, le 31 janvier 2025

Le Président de la commission,



Jean-Jacques VIAZZO